

ILS RÉCLAMENT LA DISSOLUTION DE L'APC D'AKBOU

Des citoyens en colère ferment la RN 26

Des habitants de la commune d'Akbou sont revenus à la charge, hier, à travers la fermeture de la RN 26 à hauteur du lieu-dit «la Patte d'Oie» situé à proximité du parc municipal.

Par cette action radicale de blocage de cette voie de communication reliant le chef-lieu de wilaya de Béjaïa au centre du pays, les citoyens protestataires entendent interpellé une nouvelle fois la première autorité de la wilaya pour mettre un terme à la situation de crise qui secoue l'APC d'Akbou depuis de très longs mois. Révoltés par la crise qui perdure au sein de leur APC, les citoyens de cette deuxième importante com-

mune de la wilaya après celle de Béjaïa, réclament du wali de Béjaïa «la dissolution de l'APC, le départ des 23 élus», et la mise en place d'une commission d'enquête sur la gestion «douteuse» des affaires de la commune, selon le collectif des citoyens de la commune initiateur de la manifestation. «Nous avons saisi à plusieurs reprises le premier responsable de la wilaya pour mettre un terme à cette situation de blocage de l'as-

semblée qui compromet toute perspective de développement dans notre commune. Près de 600 milliards de centimes sont gelés dans les caisses et quelque 644 projets attendent à ce jour un début de réalisation pour cause de blocage de l'APC. De nombreuses actions de protestation devant le siège de l'APC et de la daïra ont été organisées, mais les responsables concernés continuent de faire la sourde oreille. Aujourd'hui, le dernier recours reste la fermeture de la route en espérant que le wali réponde favorablement à la doléance des citoyens d'Akbou»,

explode un manifestant. «Nous ne sommes pas des broyeurs d'hommes ni des machines à laver. Nous réclamons une commission d'enquête pour que toute la lumière soit faite sur la gestion des affaires de notre commune. Ceux qui ont fauté doivent payer et les honnêtes élus rentreront chez eux la tête haute. Mais la solution à cette crise passe par la dissolution de l'assemblée et le départ de l'ensemble des élus. A quoi sert cette assemblée ?», fulmine un autre citoyen protestataire. Il convient de signaler que le blocage de cet important axe routier reliant la

wilaya de Béjaïa et celles de Bouira et Alger en passant par la vallée de la Soummam a provoqué un embouteillage monstre durant toute la journée de ce dimanche. Des automobilistes ont dû faire de longs détours en empruntant des chemins de montagne pour rejoindre leur destination.

Il faut rappeler qu'une imposante marche populaire a été organisée le mois de mai dernier à Akbou à l'appel du même collectif de citoyens de la commune avec les mêmes mots d'ordre exigeant «la dissolution de l'APC».

A. Kersani

BOUIRA

Les ouvriers de la STP en grève illimitée

Une trentaine d'ouvriers de chantier de la subdivision des travaux publics (STP) de la daïra de Bechloul sont entrés, depuis hier dimanche, en grève illimitée pour réclamer le départ du subdivisionnaire.

D'après les grévistes que nous avons rencontrés sur place au siège de la STP de Bechloul, à 20 kilomètres au sud-est de Bouira, la décision d'entamer une grève illimitée est venue après le silence affiché par les responsables de la DTP malgré les multiples correspondances qui leur ont été envoyées et dans lesquelles ils faisaient part des différents dépassements de ce responsable local à leur égard.

Ainsi, et dans un rapport signé par 33 ouvriers de chantier de la STP de Bechloul, et dans lequel il est demandé le départ immédiat du subdivisionnaire, il est reproché à ce responsable local son mauvais comportement vis-à-vis des ouvriers : du mépris, des paroles vulgaires, des violences physiques et verbales, ainsi que des retenues sur salaire et des primes de rendement sur lesquelles ce responsable agit envers ces ouvriers en les sanctionnant d'une manière abusive. Les grévistes témoignent que le comportement de ce responsable n'a jamais changé alors qu'ils ont toujours été respectueux à son égard, exécutant sans rechigner



Les ouvriers de chantier de la STP de Bechloul.

toutes les tâches qui leur sont dévolues. Selon eux, malgré le manque de considération de ce responsable envers eux, ils n'ont jamais refusé de travailler, y compris durant les jours de repos hebdomadaires ou les jours de fêtes.

Hier, lors de notre présence sur les lieux, nous avons eu des témoignages de la part même de certains employés de bureau concernant le comportement brutal de ce subdivisionnaire. Une employée, ingénieure

d'Etat et ayant plusieurs années d'ancienneté à son actif, raconte que, il y a de cela deux ans, elle a été agressée physiquement par ce responsable, mais malgré le rapport qu'elle avait envoyé à la direction de wilaya, aucune sanction n'a été prise contre lui.

Récemment, une autre altercation a eu lieu entre ce responsable et un autre cadre en présence de son collègue, à l'extérieur du siège. Le cadre en question n'ayant pas accepté l'humiliation, a asséné un coup vio-

lent à ce subdivisionnaire. Lors du passage devant le conseil de discipline de ces deux cadres avec le subdivisionnaire, et malgré le fait que l'agression n'était que la riposte à une humiliation, les deux cadres furent mutés alors que le subdivisionnaire est maintenu dans son poste à Bechloul.

En somme, les ouvriers de chantier de la STP de Bechloul qui semblent exacerbés par le comportement intenable de ce responsable, ne réclament qu'une seule chose : le départ de ce subdivisionnaire qui a installé un climat des plus tendus au sein de cette subdivision depuis sa venue en 2013.

Signalons que lors de notre présence sur les lieux, alors qu'aucun responsable de la DTP ou de la wilaya ne s'était déplacé pour s'enquérir de la situation, nous avons voulu voir ce subdivisionnaire, mais ce dernier était absent. Nous nous sommes déplacés vers le siège de la DTP à Bouira pour voir le directeur de wilaya, mais ce dernier était également absent.

Y. Y.

NAÂMA :

C'est l'été, sauve qui peut !

L'été bat son plein dans la wilaya de Naâma, une grande canicule sévit dans la région ces derniers temps. C'est normal disent les spécialistes du calendrier agraire utilisé traditionnellement dans le pays : c'est la période d'«El-Ansra» et juste après ça, sera les smayèmes qui prendront 20 sur 20 jours, ce sont des périodes de grandes chaleurs. Bref ! ce sont les comptes (Iemhassib) issus du calendrier agraire utilisé à nos jours par les éleveurs, les nomades et les paysans.

En effet, c'est la période des grandes vacances, c'est le moment de la rupture avec l'habituel (dodo-boulot) ; pour certaines familles aisées c'est le moment de quitter la région pour une place au bord de la grande bleue. Pour d'autres, sans moyens et sans revenus, elles n'ont le choix d'aller nulle part, pour elles la période estivale, c'est une saison comme les autres, une saison de grande chaleur, comme la rudesse de l'hiver. Elles sont là, suffoquées entre un soleil de plomb, vents de sable, coupures d'eau, coupures d'électricité, scorpions, insectes et des maladies causées par les méfaits de la chaleur (telles les pathologies respiratoires).

Pour ne pas dire qu'aucun moyen de distraction ou de loisirs n'est à signaler, on peut citer les deux piscines de Mécheria, Naâma et Aïn-Séfra, et certains bassins de natation ouverts dans certaines communes, ou bien, des tournois de foot-ball organisés ici et là par les jeunes, tandis que chez d'autres,

c'est la léthargie totale ; autrement dit, les routes sont désertes à partir de la mi-journée, ce n'est qu'à partir de 18h que la circulation reprend petit à petit, jusqu'au petit matin à la recherche de bouffées d'air frais

sur les terrasses de cafés, les salons de thé climatisés et les crémeries, ou tout simplement des randonnées à travers les grands boulevards. Par ailleurs, des séjours aux bords du littoral dans des camps sont également organisés par les œuvres sociales pour les fonctionnaires des différents organismes (Enseignement, Cnas, PTT, santé et bien d'autres organismes).

C'est l'été, le thermomètre atteint parfois plus de 40° centigrades dans la région de Naâma. Sauve qui peut.

B. Henine

Plus de 1 750 colons en bord de mer

Plus de 1750 enfants issus des couches défavorisées de la wilaya de Naâma bénéficieront cette saison de séjours en bord de mer dans des centres de vacances à Aïn-Turck (Oran) et Sidi-Fredj (Alger). En effet, les colons, dont l'âge varie de 6 à 13 ans, seront répartis en cinq contingents de 350 jeunes, soit cinq sessions de 15 jours, selon un programme de la solidarité nationale en faveur des enfants du Sud et des régions des Hauts-Plateaux, a-t-on appris. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour garantir un agréable séjour aux vacanciers, même un encadrement spécialisé, issu de la wilaya de Naâma et formé en la circonstance, serait de compagnie.

Notons, enfin, que certains jeunes auront à découvrir pour la première fois la grande bleue, le littoral, les espaces convoités, les étendues maritimes, ainsi que les sites attractifs de loisirs, loin de l'école, de la canicule et ses méfaits (insectes, scorpions, reptiles et autres...).

B. H.

SIDI-BEL-ABBÈS

Les mandataires veulent évincer le directeur des halles

C'est avec un énième mouvement de contestation, dimanche, l'illustrant avec un sit-in devant le siège de l'APC de Sidi-Bel-Abbès que les mandataires se sont ligüés contre leur directeur pour amener les responsables à désigner officiellement un autre à sa place et procéder à son installation.

Ils disent ne pas se contenter d'une mise en congé du directeur décrié, et d'une désignation d'un intérimaire, faisant supposer que ce responsable est toujours à la tête des halles «Ofra» et qu'il pourrait reprendre ses fonctions à tout moment.

Pour rappel, depuis près de 2 semaines, le marché de gros Ofra est en crise avec des mandataires en colère décriant un excès de zèle de leur directeur et une mauvaise gestion. Ces mandataires ont observé des mouvements de grève sporadiques, des sit-in au sein des halles entraînant d'importantes perturbations dans le circuit de la vente en gros des fruits et légumes qui se sont répercutées sur la vente en détail. Face à cette fronde, le P/APC dans un souci d'apaisement a, au cours de la semaine écoulée, mis le directeur décrié en congé et désigné un intérimaire en attendant. Mais les mandataires déçus plus que jamais à «court-circuités» le directeur ont renoué avec la contestation dans la journée de dimanche exigeant un directeur officiellement installé.

A. M.